



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Conservation Régionale
des Monuments Historiques**

**Direction régionale des affaires
culturelles**

MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**CATHÉDRALE SAINT-PIERRE ET SAINT-PAUL – NANTES – RESTAURATION DU MASSIF
OCCIDENTAL
FOUILLE ARCHEOLOGIQUE EXECUTEE PAR L'ETAT**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

POUVOIR ADJUDICATEUR : ETAT, MINISTERE DE LA CULTURE

**REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR : MME LA DIRECTRICE REGIONALE DES AFFAIRES
CULTURELLES**

ARTICLE 1 – GENERALITES

1.1. Objet du chantier

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) s'applique au marché de fournitures courantes et services pour la réalisation de la fouille archéologique exécutée par l'Etat dans le cadre de la restauration du massif occidental de la cathédrale Saint-Pierre et Saint-Paul de NANTES (44).

La cathédrale est classée au titre des monuments historiques et est propriété de l'Etat.

Le pouvoir adjudicateur est la directrice régionale des affaires culturelles des Pays de la Loire.

Les spécifications techniques, les descriptions et les localisations des ouvrages sont indiquées dans le cahier des clauses scientifiques annexé à l'arrêté de prescription de fouilles.

Le périmètre et le programme des travaux sur l'édifice sont les suivants :

- une étude archéologique du bâti, une étude documentaire, une étude du mobilier lithique, une étude du mobilier pétrographique, une étude des mortiers, une étude du mobilier métallique, de l'archéodendrométrie et des datations radiocarbone.

1.2. Connaissance des lieux

L'opérateur devra avoir pris connaissance, par une visite du monument et du :

- des ouvrages existants,
- des mesures de sécurité propres à l'établissement et conditions d'accès imposées par l'affectataire,
- de la nature, de l'étendue et de l'emplacement des travaux à réaliser,

- de la présence de plomb éventuelle et en conséquence, intégrer dans son offre toutes les sujétions nécessaires,
- de la présence d'amiante éventuelle et en conséquence, intégrer dans son offre toutes les sujétions nécessaires,
- des conditions générales, locales et particulières, ainsi que celles relatives à l'approvisionnement et au stockage des matériaux,
- des réseaux et appareils électriques existants et maintenus en place pendant la durée du chantier,
- des disponibilités en eau et en électricité,
- aux réseaux d'évacuation EP, EU/EV existants,
- des caractéristiques des installations nécessaires à l'exécution des travaux,
- des interdictions de nuisances vis-à-vis des tiers : bâtiments voisins, riverains, etc.,
- des itinéraires obligatoires à emprunter, compte tenu des conditions d'usage des cours,
- des possibilités de stationnement et de giration des camions de livraison et des camions pour l'évacuation des déchets,
- des possibilités de stockage.

Il ne pourra ainsi relever ultérieurement aucune réclamation ou demander de supplément pour difficultés inhérentes à la réalisation des ouvrages telles que : règlements, stationnement, accès au chantier, circulation, présence du public, approvisionnement et stockage des matériaux ou tout autre élément pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues.

Il est bien précisé qu'aucune majoration sur les prix soumissionnés, ni aucune indemnité d'aucune sorte ne pourra être accordée :

- pour les limitations d'accès des véhicules de l'entreprise aux dates et heures imposées,
- pour l'impossibilité ou les limitations imposées au stockage sur place exigeant l'évacuation immédiate des gravois au fur et à mesure de leur production, ainsi que la livraison des matériaux par petites quantités, selon les besoins,
- pour l'approvisionnement des matériaux au fur et à mesure de l'avancement des travaux,
- pour la présentation générale du chantier, matériels, palissades, échafaudages, bâches et protections diverses, qui devront être en permanence d'une qualité irréprochable,
- pour les protections très soignées à mettre en œuvre et destinées à isoler le reste du bâtiment des nuisances (poussières, bruits, infiltrations d'eau, etc.). Ces protections devront être vérifiées régulièrement et révisées si nécessaire.

Les sujétions relatives à l'intervention dans un site occupé (voirie et cathédrale), à l'encombrement des espaces et des cours, ou à leur utilisation par les affectataires, sont comprises dans les conditions de marchés, ainsi que celles dues aux arrêts de travaux pendant les éventuelles cérémonies.

1.3. Connaissance du projet

L'entrepreneur devra prendre une complète connaissance de l'ensemble du projet, des documents graphiques et du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières et du

cahier des charges scientifiques. Ces documents ont pour but de renseigner d'une manière générale les soumissionnaires sur la nature et le relevé des ouvrages à réaliser, ils se complètent réciproquement. Les discordances éventuelles devront être signalées par écrit au maître d'ouvrage pendant le délai de remise des offres ou lors de la remise des offres. Passé ce délai, les entrepreneurs ne pourront plus se prévaloir d'une quelconque contradiction entre les pièces écrites et les documents graphiques.

Les dessins et la description des ouvrages n'ont aucun caractère limitatif ; ainsi, l'entrepreneur est tenu de les compléter lui-même et de prévoir pour l'établissement de ses prix forfaitaires, toutes les prestations à prendre en compte pour le parfait achèvement des ouvrages projetés.

Par sa compétence en matière de fouilles archéologiques et son expérience professionnelle, l'entrepreneur devra compléter les indications données par les documents graphiques et le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières.

De ce fait, les soumissionnaires ne pourront en aucun cas arguer d'erreurs ou d'omissions sur les dessins et devis pour demander un supplément quelconque sur les montants de leurs prestations.

Les entreprises sont informées des dispositions suivantes prévues HORS opération :

La base vie sur le parvis devant la cathédrale sera maintenue et mise à disposition de l'opérateur pendant toute la durée de la fouille. Au besoin, les branchements d'eau et d'électricité seront à la charge de l'opérateur.

1.4. Nuisances

Les travaux à réaliser au titre du présent lot seront effectués dans un chantier fermé intégré au sein d'un monument réouvert au public depuis fin septembre 2025.

L'opérateur tiendra compte dans son offre de toutes les sujétions découlant des obligations réglementaires et liées aux interventions en site occupé (cathédrale) concernant les nuisances, entre autres :

- des bruits des engins,
- des ondes vibratiles solidiennes,
- des poussières,
- des infiltration d'eau,
- des horaires de travail,
- etc.

Ces dispositions concernent

Ces dispositions concernent notamment :

- La limitation des zones d'intervention
- La limitation des bruits, chocs et vibrations
- La protection du public et du personnel
- La protection des ouvrages et du monument

- La protection des ouvrages existants non modifiés
- Le stockage des matériaux et matériels
- Les coupures d'électricité
- Implantation - Accès

Remarque

La liste des dispositions énumérées ci-avant n'est pas exhaustive. L'opérateur la complètera en tenant compte de la spécificité de ses travaux.

ARTICLE 2 – TRAVAUX A LA CHARGE DE L'OPERATEUR

2.1. Fouille archéologique exécutée par l'Etat

Les prestations relevant de la fouille exécutée par l'Etat sont détaillées dans le cahier des charges annexé à l'arrêté de prescription de fouilles établi par le Service Régional de l'Archéologie.

Le chantier de restauration du massif occidental de la cathédrale est en cours, sous la maîtrise d'œuvre de Pascal Prunet (ACMH), depuis l'été 2025. L'opérateur devra s'adapter au calendrier de l'opération de restauration et travailler en co-activité avec les entreprises de ce chantier.

2.2. Travaux à prévoir en accompagnement de la fouille

La fouille archéologique est accompagnée de prescriptions suivantes :

2.2.1. Zone de cantonnement, base vie

La base vie de chantier de l'opération de restauration du massif occidental est mise à la disposition de l'opérateur archéologique. L'opérateur devra prendre l'attache du titulaire du lot « maçonnerie taille de pierre » ayant à sa charge les installations de chantier.

L'accès à la base vie étant contrôlé, les codes de sécurité de la porte seront confiés à l'opérateur. Le cas échéant, les changements de code lui seront communiqués.